

Ensemble ! *Isère*

**mouvement pour une alternative
de gauche écologiste et solidaire**



communiqué

26/05/2015

Attribution du marché de l'Eclairage Public à Citéos-Vinci-Bouygues : une mauvaise décision.

Pour la défense du service public en gestion publique, le conseil municipal n'aurait pas dû voter la délibération !

Rappelons une nouvelle fois que la situation actuelle est largement la conséquence des décisions de l'ancienne majorité, qui a décidé de lancer un appel d'offres pour l'éclairage public, avec les risques que cela comportait. D'autres solutions préservant le statut public de ce service étaient envisageables. Quant à la droite, elle est à l'origine de la privatisation partielle par sa transformation de la régie publique GEG en SEM GEG.

Les salariés de GEG se sont fortement mobilisés avec leurs organisations syndicales pour défendre le service public en gestion publique. Leur action résolue a permis de suspendre la décision et d'obtenir du préfet un délai de 9 mois.

Nous avons souhaité que ce délai soit mis à profit pour étudier la faisabilité d'une gestion 100% publique de l'éclairage public. Après des mois de discussion, la ville de Grenoble vient de confirmer son intention de confier le marché de conception-réalisation-exploitation-maintenance (CREM) au groupe Citéos (Vinci Energies).

Ensemble ! regrette profondément ce choix du maintien du marché avec une entreprise privée.

Le CREM est un type de marché qui, s'il permet une rémunération garantie sur la durée aux grandes entreprises, est très aléatoire pour les collectivités territoriales.

La solution retenue n'offre aucune garantie en matière de maîtrise budgétaire ou de maîtrise des choix technologiques . Le choix du CREM ne permet pas non plus de garantir la qualité sociale des emplois.

Nous sommes convaincus que le choix d'un vrai service public de l'éclairage doit être fait. Opter pour une gestion à 100% publique aurait été un geste politique fort, conforme à l'intérêt général et cohérent avec l'ambition affirmée par la majorité métropolitaine d'un pôle public de l'énergie. Or la solution du service public a été écartée sans qu'aucune étude argumentée, basée sur des faits probants, n'ait été présentée aux citoyens grenoblois.

Ensemble Isère ! se réjouit que des élu-e-s de la majorité du Conseil Municipal de Grenoble aient fait le choix du service public en ne votant pas cette délibération.

Ensemble 38, le 26 mai 2015

contact : grenoble@ensemble-isere.org